

Unité départementale de Vendée  
10, rue du 93<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
Bat A  
cité administrative Travot, CS 70 766  
85 000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 25 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ERNEST SOULARD SA**  
Zone Les Landes  
Rue de l'Industrie – BP 6 – L OIE  
85 140 L'oise

**Références : SRNT-2025-0074**

**Code AIOT : 0006305714**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement ERNEST SOULARD SA implanté Zone Les Landes Rue de l'Industrie – BP 6 – L OIE 85 140 L'Oie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection était axée sur deux points spécifiques faisant suite aux précédents contrôles.

- Le premier portait l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 17 mars 2022 concernant la mise en place d'un plan d'opération interne (POI) au sein de l'établissement, ainsi que des conditions de mise à jour du plan d'opération interne. L'objet du contrôle était notamment de procéder à un exercice inopiné en vue de vérifier les conditions de mise en œuvre de ce plan d'opération interne.
- Le second point portait sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 25 janvier 2019, et consistait à demander à l'exploitant les éléments en vue du respect de l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-1078 du 22 novembre 2012. Les éléments attendus concernaient l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Ce point a fait l'objet d'un arrêté infligeant une amende administrative en date du 04 avril 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ERNEST SOULARD SA
- Zone Les Landes Rue de l'Industrie – BP 6 – L OIE 85 140 L'Oie
- Code AIOT : 0006305714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication d'aliments pour les animaux (installation dénommée UAB) et est soumis aux dispositions spécifiques du code de l'environnement relatives aux installations visées par la directive européenne sur les émissions industrielles (dite IED) au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux). L'établissement est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-1078 autorisant la société ERNEST SOULARD à poursuivre l'exploitation de son unité de production d'aliments pour animaux à L'Oie.

À noter que le site comporte également un autre établissement relevant du régime de l'autorisation et consistant en un abattoir. Cette partie est gérée par une autorisation distincte et est contrôlée par la DDPP (Direction Départementale de la Protection des Populations) de la Vendée. Cette partie est également classée à autorisation au titre de la rubrique IED 3641 (Exploitation d'abattoirs), de la rubrique 4735-1a (Ammoniac) et de la rubrique 2210 (Abattage d'animaux, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3641). Cette partie n'a pas été contrôlée lors de la présente inspection.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Plans d'urgence

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- **« Faits sans suite administrative »** ;
- **« Faits avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- **« Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète »** : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                         | Référence réglementaire                                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais                                                   |
|----|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Plan d'opération interne                                  | AP Complémentaire du 22/11/2012, article 8.6                 | Demande d'action corrective                                                                                                | 30 jours                                                                |
| 3  | Arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mars 2022     | Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1                  | Demande d'action corrective                                                                                                | 30 jours                                                                |
| 5  | Installations de combustion – Dispositifs de sécurité     | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13 de l'annexe I | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                                                                  |
| 6  | Vérification de l'étanchéité des tuyauteries gaz          | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.7 de l'annexe I  | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                                                                  |
| 8  | Article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 | Arrêté Préfectoral du 28/11/2012, article 7.2.6              | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription              | 4 mois pour le rapport 2025 et 12 mois plus tard pour le second rapport |
| 9  | Vérification des installations électriques                | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A               | Demande d'action corrective                                                                                                | 30 jours                                                                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                     | Autre information        |
|----|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------|
| 2  | Arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mars 2022 | Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1 | Levée de mise en demeure |

| N° | Point de contrôle                                                     | Référence réglementaire                        | Autre information        |
|----|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------|
| 4  | Vérification des installations de protection contre la foudre         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21   | Sans objet               |
| 7  | Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 janvier 2019 | AP de Mise en Demeure du 25/01/2019, article 1 | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection n'a pas permis de mener à son terme le contrôle inopiné des plans d'urgences de l'établissement du fait de l'absence de connaissance de ces derniers par les deux opérateurs présents lors du contrôle. Un nouveau contrôle a été réalisé le 08 janvier 2025 en vue de dérouler le plan d'opération interne de l'établissement. Ce nouveau contrôle fait l'objet d'un rapport distinct. Les suites définitives apportées à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mars 2022 sont précisées dans ce document.

En ce qui concerne les suites de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2019, l'exploitant a présenté les documents justifiant de son respect. Par contre, depuis le dernier contrôle, l'exploitant n'a pas respecté la fréquence au titre de l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Enfin, concernant la chaudière de l'établissement, un point particulier a été identifié lors du présent contrôle. Celui-ci concerne le point 2.13 de l'annexe I de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (installations de combustion) et concerne la mise en place d'un dispositif de sécurité sur la tuyauterie gaz. La date limite d'installation est échue. L'exploitant a toutefois indiqué lors de l'inspection du 08 janvier 2025 avoir procédé à une commande pour la mise en place du dispositif.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/11/2012, article 8.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un Plan d'Opération d'Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Ces risques concernent en particulier l'explosion, l'effondrement ou la chute de silos de matières premières. Ce POI inclut également les zones de l'abattoir voisin susceptibles d'être impactées par un accident sur l'usine d'aliments.</p> <p>Le POI définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel de l'abattoir voisin. Le POI est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers.</p> <p>Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. Un exemplaire du POI est transmis à l'inspection des</p> |

installations classées après chaque mise à jour.

l'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI, cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention, notamment l'organisation d'un exercice du POI au moins tous les cinq ans ;
- la formation du personnel intervenant ;
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ;
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;
- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour un exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.

En cas d'accident, l'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes d'information et de protection du personnel de l'abattoir prévues au POI.

#### **Constats :**

L'objectif de l'inspection était de procéder à un exercice POI inopiné sur le site de l'exploitant afin de tester les mesures organisationnelles prévues par le document. Le scénario devait concerner l'effondrement du silo de matières premières. La version du document dont disposait l'administration était la version du 26 avril 2022. Ce document est intitulé plan de secours et non plan d'opération interne.

Lors du présent contrôle, l'inspection s'est présentée à l'accueil de l'établissement au niveau de l'abattoir. Une personne a accompagné l'inspection sur le site de l'usine d'aliment. Sur le site nous avons rencontré les deux opérateurs en charge de l'installation, les deux responsables étaient absents lors du contrôle inopiné. Les deux opérateurs présents n'avaient pas connaissance de l'existence d'un document lié au plan d'opération interne, en l'occurrence le plan de secours. Après prise de contact avec les responsables de l'établissement, celui-ci a indiqué que le document se trouvait à l'étage.

**Constat n°1 :** Il a été constaté que l'existence d'un Plan d'Opération Interne n'était pas connue des opérateurs, peut-être du fait d'une dénomination distincte en interne, le document étant appelé Plan de Secours Interne.

**Constat n°2 :** L'organisation interne ne permettait pas de palier l'absence de responsable sur le site. En effet, conformément au dernier alinéa de la prescription contrôlée : « *l'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.* » Ce qui n'était manifestement pas le cas dans la situation rencontrée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

À la suite de l'inspection, il est demandé à l'exploitant, en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'opération interne :

- de renommer le document Plan de Secours Interne en Plan d'Opération Interne, afin d'être concordant d'un point de vue administratif et de façon à ce que l'ensemble des opérateurs aient connaissance de ce document ;
- de procéder à la formation de l'ensemble du personnel, afin de garantir la mise en œuvre

|                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| du plan d'opération interne en cas d'accident sur le site.                                                                                                                                                                       |
| À la suite du présent contrôle, il a été prévu une nouvelle date d'inspection en vue de la réalisation d'un nouvel exercice sur le site. Ce contrôle, réalisé le 08 janvier 2025, fait l'objet d'un second rapport d'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                                                                                                                                                                                          |

**N° 2 : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mars 2022**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en place d'un plan d'opération interne                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ERNEST SOULARD sise zone industrielle Les Landes – L'Oie – commune d'Essart-en-Bocage est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.6 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2012.</p> <p>Pour cela, la société ERNEST SOULARD :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Définit un plan d'opération interne (POI) basé sur les risques et moyens d'intervention nécessaires identifiés dans l'étude de dangers jointe à la demande d'autorisation d'exploiter déposée en novembre 2010 et complétée en août 2011. Ce plan prend en compte notamment les risques d'explosion, d'effondrement ou de chute de silos de matières premières. Il inclut également les zones de l'abattoir voisin susceptibles d'être impactées par un accident sur l'usine d'aliment ;</li> <li>• [...]</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>À la suite de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mars 2022, l'exploitant a transmis un document en vue de répondre à celui-ci. Le document n'est pas dénommé « Plan d'opération Interne » (POI) contrairement à l'usage, mais plan de secours interne et est daté du 26 avril 2022. À la suite de la présente inspection, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son plan d'opération interne en date du 17 juillet 2024.</p> <p>La dernière version transmise du document inclut les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• procédure en cas d'explosion du silo ;</li> <li>• procédure en cas d'effondrement d'un silo ;</li> <li>• procédure en cas d'accident sur le site ;</li> <li>• description de l'organisation ;</li> <li>• le document inclut également l'alerte de l'abattoir qui est susceptible de se trouver dans les zones d'effets de l'établissement.</li> </ul> <p>Une proposition de levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est formulée dans le rapport de l'inspection en date du 08 janvier 2025.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

Pour plus de clarté entre les dispositions de l'article 8.6 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2012 faisant référence au plan d'opération interne et le document de l'exploitant intitulé Plan de Secours interne, il convient de renommer ce dernier.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 mars 2022**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure écrite de gestion du plan d'opération interne

**Prescription contrôlée :**

La société ERNEST SOULARD sis zone industrielle Les Landes – L'Oie – commune d'Essart-en-Bocage est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.6 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2012.

Pour cela, la société ERNEST SOULARD :

- [...]
- Élabore et met en œuvre une procédure écrite de gestion du plan d'opération interne. L'exploitant met également en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI. Cette procédure et ces actions incluent notamment l'organisation de tests des moyens d'intervention, la formation des participants, la prise en compte de l'actualisation de l'étude de dangers, l'analyse des enseignements retirés des exercices et des formations.

**Constats :**

À la suite du présent contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le compte-rendu de la revue de management de l'UAB du 17 janvier 2023. Selon l'exploitant, c'est dans ce document qu'est réalisée l'analyse des évolutions à réaliser. Le document aborde les différents points :

- Revue de sécurité : Synthèse sur les accidents du travail et les accidents bénins ;
- Revue du document unique : pas de nouveaux dangers ou de modification depuis 2022 ;
- Enseignements tirés des exercices d'évacuation ;
- Point sur le plan d'opération interne avec la mise en place d'un nouveau système d'alerte commun SOULARD et mise à jour du POI par la SAFE.
- Point sur les formations secours ;
- Point sur le contrôle des installations.

Il est constaté que l'exploitant a procédé à la mise en place d'une revue de direction portant sur la sécurité de l'établissement en vue d'améliorer le plan d'opération interne de l'établissement. La revue de direction inclut les principaux points relatifs aux exercices, aux formations et aux conclusions en vue de l'amélioration du plan d'opération. De même, l'exploitant a transmis plusieurs compte-rendus d'exercice avec des axes d'amélioration, ce qui va dans le sens attendu.

D'un point de vue administratif, il est cependant attendu que l'exploitant définisse ces actions de recherche d'amélioration du POI dans une procédure.

**Si le document, évoque les principaux points prévus par la procédure de l'article 8.6, il est**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| nécessaire que l'exploitant établisse une procédure indiquant précisément les modalités de recherche d'amélioration du POI. Un point spécifique est réalisé dans le cadre du rapport d'inspection du 08 janvier 2025. <u>En l'état il n'était pas possible de constater le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure suite à cette inspection, du fait de l'absence de procédure.</u>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est nécessaire que l'exploitant <b>rédige une procédure</b>, soit dans les processus internes, soit en annexe du POI, définissant les modalités de recherche d'amélioration du POI sur la base des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• organisation de tests des moyens d'intervention (référence aux compte-rendus d'exercices ; aux contrôles des installations de défense contre l'incendie ; aux vérifications...) ;</li> <li>• formation des participants (référence à la revue de direction par exemple ou autre document...)</li> <li>• modalités et prise en compte de l'actualisation de l'étude de dangers ;</li> <li>• conditions d'analyse des enseignements retirés des exercices et des formations (le cas échéant au travers des compte-rendus des exercices et de la revue de direction...).</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 4 : Vérification des installations de protection contre la foudre

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62 305-3, NF EN 62 305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| dans un délai maximum d'un mois après la vérification.                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br>Par courriel en date du 17 décembre 2024, l'exploitant a transmis les rapports des vérifications des installations de protection contre la foudre réalisées le 19 septembre 2023 (vérification complète) et le 06 septembre 2024 (vérification visuelle). Les documents indiquent que l'installation est conforme. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 5 : Installations de combustion – Dispositifs de sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2.13 de l'annexe I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alimentation en combustible                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p><b><u>Point 2.13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910</u></b></p> <p>Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments « ou du local » s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li> <li>• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li> </ul> <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. « Ce dispositif vient s'ajouter au dispositif de coupure générale. »</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Tout appareil de chauffage d'un combustible liquide comporte un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.</p> <p>Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.</p> |

Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

**Annexe II-C-I de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910**

**C.** Dispositions applicables aux installations mises en service ou ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire avant le 20 décembre 2018, dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 2 MW au 19 décembre 2018 :

**I.** Sans préjudice des dispositions applicables au titre d'autres réglementations, les dispositions suivantes du présent arrêté sont applicables selon les délais ci-dessous, à partir du 20 décembre 2018 :

| 1 an                                                                                | 2 ans                                                                                                                                                               | 4 ans                                                                                                                                                                                                                                | 6 ans                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| 1 – 3.4 – 3.5 – 3.7 – 3.9 – 4.4 – 5.6 – 5.7 – 5.8 – 6.2.1 – 6.5 – 6.6 – 6.7 – 7 – 9 | 3.1 – 3.2 – 3.3 – 3.8 (sauf pour les installations visées au point C. II de la présente annexe) – 4.1 – 4.2 – 4.3 (sauf le 2e alinéa) – 4.5 – 4.6 – 4.7 – 6.3 – 6.4 | 2.7 – 2.8 – 2.9 – 2.10 (sauf le 2e et le 3e alinéa) – « 2.13 (sauf les 2e, 3e, 4e et 5e alinéas) » – 2.14 – 2.16 (sauf pour les installations visées au point C. II de la présente annexe) – 5.1 – 5.2 – 5.4 – 6.1 – 8.1 – 8.2 – 8.4 | 2.6 (sauf le 3e alinéa) – 2.10 (3e alinéa) – 5.5 – 5.9 – 5.10 |

**Constats :**

Selon les éléments des inspections antérieures, l'exploitant disposait d'une installation de combustion d'une puissance inférieure à 2MW, mais supérieure à 1MW (chaudière gaz).

À la suite de l'entrée en vigueur du décret n°2018-704 du 03 août 2018, l'installation de combustion est dorénavant soumise à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2910-A-2. Les dispositions opposables sont celles de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910. les conditions d'application sont celles de l'annexe II-C-I de cet arrêté ministériel.

Les dispositions du point 2.13 (sauf alinéa 2, 3, 4 et 5) sont applicables depuis 20 décembre 2022. Lors de la présente inspection il n'a pas été constaté la présence de deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Il a par contre bien été constaté la présence de deux détecteurs dans la chaufferie, ainsi que de pressostats.

**Compte-tenu de ces éléments, il n'est pas démontré la présence de deux vannes redondantes placées en série et chacune asservie à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Lors de l'inspection du 08 janvier 2025, il a été indiqué qu'à la suite de la présente inspection, l'exploitant avait signé un bon de commande en vue de procéder aux travaux nécessaires au respect de la prescription. Par courriel en date du 13 janvier 2025, l'exploitant a transmis un devis signé le 30 décembre 2024 pour la mise en conformité de l'installation de combustion.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Procéder à la mise en place des équipements prévus au sixième alinéa du point 2.13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 et transmettre un justificatif attestant de la réalisation des travaux une fois que ceux-ci auront été réalisés (point faisant l'objet d'une demande d'action corrective et de la transmission de justificatifs) ;
- À titre indicatif, il est recommandé à l'exploitant d'analyser les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susceptibles d'être applicables à son installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois**N° 6 : Vérification de l'étanchéité des tuyauteries gaz****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.7 de l'annexe I**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification de l'étanchéité des tuyauteries gaz**Prescription contrôlée :**

**Point 3.7 alinéa 2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910**

[...] Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service. [...]

**Annexe II-C-I de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910**

**C.** Dispositions applicables aux installations mises en service ou ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire avant le 20 décembre 2018, dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 2 MW au 19 décembre 2018 :

**I.** Sans préjudice des dispositions applicables au titre d'autres réglementations, les dispositions suivantes du présent arrêté sont applicables selon les délais ci-dessous, à partir du 20 décembre 2018 :

| 1 an                                                                               | 2 ans                                                                                                                                                               | 4 ans                                                                                                                                                                                                                                | 6 ans                                                         |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| 1 – 3.4- 3.5 – 3.7 – 3.9 – 4.4 – 5.6 – 5.7 – 5.8 – 6.2.1 – 6.5 – 6.6 – 6.7 – 7 – 9 | 3.1 – 3.2 – 3.3 – 3.8 (sauf pour les installations visées au point C. II de la présente annexe) – 4.1 – 4.2 – 4.3 (sauf le 2e alinéa) – 4.5 – 4.6 – 4.7 – 6.3 – 6.4 | 2.7 – 2.8 – 2.9 – 2.10 (sauf le 2e et le 3e alinéa) – « 2.13 (sauf les 2e, 3e, 4e et 5e alinéas) » – 2.14 – 2.16 (sauf pour les installations visées au point C. II de la présente annexe) – 5.1 – 5.2 – 5.4 – 6.1 – 8.1 – 8.2 – 8.4 | 2.6 (sauf le 3e alinéa) – 2.10 (3e alinéa) – 5.5 – 5.9 – 5.10 |

**Constats :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Lors du présent contrôle, il a été constaté des traces de début de corrosion au niveau de la tuyauterie sortant de terre et permettant d'alimenter l'installation de combustion en combustible gazeux. Par courriel en date du 13 janvier 2025, l'exploitant a transmis un rapport de contrôle de la protection galvanique de la tuyauterie en date du 20 août 2024. Le rapport indique un fonctionnement normal de l'installation. Le rapport fait deux préconisations, l'une avec la nécessité d'ajout d'une patte sur la bride de l'ouvrage afin de pouvoir réaliser des mesures de potentiels reproductibles et la seconde concerne la réalisation de nouveaux contrôles du débit de l'anode, à la suite des travaux de GRT Gaz.</p> <p><b>Note :</b> Si le rapport de contrôle permet de répondre aux observations réalisées, celui-ci ne répond pas aux dispositions de la vérification de l'alinéa 2 de l'article 3.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/18.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>s'assurer auprès du prestataire de la chaufferie, de la réalisation du contrôle d'étanchéité des tuyauteries gaz prévu au point 3.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 et le cas échéant procéder au contrôle.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

N° 7 : Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 janvier 2019

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/01/2019, article 1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect APMD – Installations électriques</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 janvier 2019 :</u></b></p> <p>« La société Ernest Soulard, exploitant de l'usine de fabrication d'aliments pour canards située zone industrielle des Landes sur la commune d'Essarts-en-Bocage, est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-1078 du 22 novembre 2012.</p> <p>Pour cela, l'exploitant obtient de la part d'un organisme compétent un avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. »</p> <p><b><u>Article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-1078 :</u></b></p> <p>« L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</b></li> <li>l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. »</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>À la suite du contrôle réalisé le 21 février 2020, un arrêté préfectoral rendant l'exploitant redevable d'une amende administrative a été pris le 17 mars 2022 pour non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 janvier 2019. Il était indiqué que l'exploitant n'a pas présenté d'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p> <p>Par courriel en date du 16 décembre 2024, l'exploitant a transmis un rapport de vérification des liaisons équipotentielle en date du 16 février 2022. La mission a été réalisée par Bureau Veritas et consistait en : « Assistance à la vérification de liaisons équipotentielles dans le but de lutter contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. »</p> <p>Le rapport de vérification réalisé en 2022, indique en conclusion que l'ensemble des mesures de continuité effectuées sur les tuyauteries présentant un risque d'atmosphères explosive est inférieur 2 ohms.</p> <p><b>Conclusion : Par la transmission de ce document, l'exploitant a satisfait à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 janvier 2019.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 8 :** Article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2012, article 7.2.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect APMD – Installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-1078 :</u></b></p> <p>« Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. À compter du 31 mars 2013, dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un incendie identifié dans l'étude de danger, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NFC 15-100, version novembre 2008.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliée par des liaisons équipotentielles.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. »</li> </ul> <p><b><u>Article 11 de l'arrêté ministériel du 18/02/10 relatif aux installations 2260 (non applicable – pour information)</u></b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux installations et aux produits,</p> |

permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du Code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un incendie identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version novembre 2008.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, au minimum :

- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre « D » concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret du 19 novembre 1996 susvisé ; ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminués de 75° C.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un programme de maintenance est mis en place, permettant de prévenir les sources d'inflammation d'origine mécanique.

**Article 4.4. annexe I de l'arrêté ministériel du 28/12/2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable »**

« Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques et, a minima, les moteurs présents dans les installations :

- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ; ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60 529) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.

Ce rapport comporte :- une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus;- les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100.

L'ensemble des non-conformités est levé sous un an. »

#### Constats :

Le contrôle prévu à l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-1078 prévoit un rapport de contrôle suivant une fréquence annuelle. Le dernier rapport de vérification des liaisons équipotentielle date du 16 février 2022. Dans son courriel, en date du 17 décembre 2024, l'exploitant indique une fréquence de contrôle suivant une fréquence triennale pour ce point, la prochaine étant programmée au premier semestre de l'année 2025. **Aucun contrôle n'a donc été réalisé sur ce point (vérification des liaisons équipotentielles) depuis 2022. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la fréquence annuelle de contrôle.**

#### Remarque :

À la date de signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 2012, l'installation de fabrication d'aliments était classée sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées. Dès lors, les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2260 (NOR : DEVP1000790A) étaient applicables à cette installation. Depuis l'entrée en vigueur du décret n°2017-1595 qui a modifié la rubrique 2260, l'exploitant ne relève plus de celle-ci, car il est classé uniquement au titre de la rubrique IED 3642. L'arrêté ministériel du 18 février 2010 n'est dès lors plus applicable à l'exploitant.

Il est à noter que les dispositions issues de l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 sont une retranscription partielle de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010. Les dispositions de l'article 11 de cet arrêté ministériel étaient plus précises, car elles reprenaient les prescriptions spécifiques concernant les appareils susceptibles d'être à l'origine d'une explosion. Ainsi, le second point du rapport prévu à l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2010 correspond à la vérification de ce matériel.

Le rapport prévu à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 est couramment appelé « rapport de vérification des installations électriques ICPE 2160 et 2260 » par les organismes de contrôle. C'est à ce rapport qu'il est fait référence à l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 et c'est celui qui est attendu dans le cadre de la vérification.

De plus, l'exploitant est classé à déclaration au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées et relève par conséquent de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007. Des dispositions équivalentes à l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 sont reprises à l'article 4.4 de l'annexe I de cet arrêté.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À la suite de la présente inspection, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>au respect de la fréquence de contrôle annuelle mentionnée à l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son organisme de contrôle, afin d'obtenir le rapport de vérification complet prévu à l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2012 et, pour la partie silo relevant de la rubrique 2160, à l'article 4.4. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007, et de respecter la fréquence annuelle pour la réalisation de ce contrôle.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois pour le rapport 2025 et 12 mois plus tard pour le second rapport                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## N° 9 : Vérification des installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NF C 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 12 décembre 2024, suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le document Q18 en date du 11 octobre 2024, qui recense les non-conformités électriques pouvant conduire à des risques d'incendie et d'explosion au sein de son établissement. Le document indique que les installations électriques sont susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Les deux observations formulées en annexe ont fait l'objet d'une levée selon les éléments indiqués sur le document.</p> <p>L'exploitant a également transmis le document Q18 en date du 29 septembre 2023. Ce document indiquait aussi que les installations électriques sont susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Une observation était formulée et une levée est indiquée.</p> <p>À noter que les documents indiquent que l'exploitant n'a pas transmis la désignation des locaux à risques d'incendie, ni le document relatif à la protection contre les explosions (DRPE).</p> <p>Par courrier électronique en date du 13 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification complet des installations électriques au titre du code du travail réalisé du 04 septembre 2024 au 11 octobre 2024 ayant conduit au Q18 transmis par courriel du 12 décembre 2024. Sept observations sont remontées par l'organisme de contrôle, dont quatre nouvelles. Les</p> |

trois non-conformités reprises concernant une protection contre les surintensités en amont du l'interrupteur général, le raccordement de conducteurs de protection et la pose d'un couvercle sur une goulotte. À noter que la protection contre les surintensités a été reprise dans le Q18 et réalisée.

Certains éléments nécessaires au contrôle sont absents :

- Plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes, notamment risque d'incendie et risque d'explosion ;
- Plan de zonage DRPE

**Rappel :** Les documents à transmettre pour la vérification des installations électriques au titre du code du travail sont indiqués à l'article 6 et l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants (NOR : ETST1135026A).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Veiller à transmettre à l'organisme de contrôle l'ensemble des documents nécessaires à son contrôle en particulier pour ce qui concerne les matériels positionnés dans les zones à risques d'explosion pour le contrôle au titre de l'année 2025, à défaut se référer à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011.
- Veiller à établir un plan d'action pour les non-conformités présentes dans le rapport de vérification des installations électriques de l'année 2024 ;

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours